



Une nouvelle version de l'**Accord sur le commerce intérieur** qui pourrait avoir raison de la gestion de l'offre au Canada et des mécanismes témoignant de la spécificité des produits agroalimentaires.

Depuis le début des années soixante-dix, la gestion de l'offre est le mécanisme utilisé par les producteurs de lait, de volailles et d'œufs du Canada afin que leur production réponde à la demande des consommateurs canadiens tout en évitant la surproduction et en assurant un revenu adéquat aux agriculteurs. Le système de gestion de l'offre est d'une importance économique considérable, en particulier pour la production agricole du Québec et de l'Ontario.

Soumis depuis plusieurs années à la pression qu'opère la libéralisation des échanges dans le secteur agricole, de nombreux agriculteurs canadiens craignent désormais que la nouvelle version de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) nuisent non seulement au système de gestion de l'offre mais qu'elle mette également en péril les différentes mesures favorisant la spécificité des aliments et leurs normes de composition.

Conclu en 1995 et formulé sous le moule des accords chapeautés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), L'Accord sur le commerce intérieur (ACI) est un accord intergouvernemental entre les provinces canadiennes, les territoires canadiens et le gouvernement fédéral et qui a pour objectif de libéraliser les échanges entre les provinces et territoires. Actuellement soumis au processus de ratification, la nouvelle version de cet accord pourrait effectivement ouvrir la porte à la contestation des lois qui supportent le système de gestion de l'offre canadien et les autres mesures mentionnées ci-haut. Selon le mécanisme de règlement des différends de l'ACI et les modifications présumées du chapitre portant sur les échanges agricoles, l'industrie agroalimentaire peut porter ce genre de plainte et peut désormais user de mesures de rétorsion économiques importantes afin de forcer la modification ou l'abrogation de ces textes. Cette situation nous rappelle que le programme Lascaux est l'occasion de questionner, au regard de la sécurité alimentaire, les pressions internationales et nationales que subissent des mécanismes comme celui de la gestion de l'offre. Dans ce cas-ci, en définitive, ce sont les pressions nationales qui pourraient avoir raison de ces systèmes.

Geneviève Parent (Québec),
Professeure à l'Université de Laval



Editorial Lascaux – 20 janvier 2010
Geneviève Parent